



Grupo de Economia do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável

Instituto de Economia / UFRJ

Home

Quem somos

Imprensa

Eventos

Publicações

Monografias, Teses e Dissertações

Livros

Links

Imprensa

BRÉSIL Lula a promis de réagir

L'Amazonie livrée à la violence des tueurs à gages

Anne Cheyvialle - LE FIGARO/França

25.02.2005

Après l'assassinat de la religieuse américaine Dorothy Stang, le 12 février, le président Luiz Inacio Lula vient de promettre la fin de l'impunité régnant dans une Amazonie livrée aux tueurs à gages à la solde de grands propriétaires fonciers. Parallèlement, le gouvernement a envoyé cette semaine dans l'Etat du Para, le plus violent d'Amazonie, une mission de protection des personnes menacées de mort.

[english version]

Pesquisar

Google™

Desde 23/02/2005
tivemos 109485
visitas.

W3C XHTML 1.0

Il aura fallu l'assassinat d'une missionnaire américaine, Dorothy Stang, tuée le 12 février de six balles de revolver dans l'Etat du Para, en Amazonie - ainsi que quatre travailleurs ruraux -, pour que le gouvernement brésilien réagisse. Une enquête a immédiatement été lancée et le gouvernement fédéral a dépêché 2 000 hommes des forces militaires et de police pour restaurer l'ordre public dans la région. Deux hommes interpellés dimanche ont avoué avoir touché 50 000 réis et quelques têtes de bétail pour exécuter la militante américaine.

Ce type de crime perpétré par des sicaires à la solde de *fazendeiros* - les éleveurs et exploitants forestiers - est monnaie courante dans la région. Selon le secrétariat des droits de l'homme de l'Etat du Para, une soixantaine de personnes seraient menacées de mort régulièrement. La prochaine victime sur cette liste macabre pourrait être le père dominicain français Henri Burin des Rosiers, militant de la Commission pastorale de la terre (CPT), qui défend les droits des petits agriculteurs et lutte contre l'esclavagisme.

Pour l'économiste Carlos Eduardo Young, spécialiste des questions environnementales, le combat pour les terres est la première cause de violence, plus particulièrement une vieille pratique brésilienne appelée *grilagem* (de grilo, qui signifie grillon). Les *grileiros* s'emparent illégalement des terres du domaine public, le plus souvent par la force, et font faire de faux actes notariés de propriété. Ensuite, ils exploitent la terre ou la revendent au plus offrant. « *C'est une vraie mafia, on se croirait revenu au temps du Far West* », ajoute l'économiste. La militante américaine était venue dans la commune d'Anapu pour défendre les communautés villageoises victimes de *grileiros*. Ces terres illégales, situées surtout dans le nord du Brésil, dépasseraient les 100 millions d'hectares, soit près de 12 % du territoire national.

Le président brésilien Lula a vivement condamné ces pratiques et s'est engagé à légaliser la possession des terres. Première mesure concrète, l'interdiction de toute exploitation forestière, pendant une durée de six mois renouvelables, sur une surface de 8,2 millions de mètres carrés le long de la route nationale BR 163 qui traverse l'Etat du Para et du Mato Grosso du Nord, devrait limiter un peu l'appétit des *grileiros*. Il y a urgence dans cette région où le projet de goudronnage de la route dite du soja, par laquelle transitent les tonnes de grains jusqu'au port de Santaren au nord, a stimulé ces derniers mois la spéculation foncière.

Cette mesure d'interdiction fait partie d'un package environnemental annoncé dans l'urgence vendredi dernier par le gouvernement destiné à freiner la déforestation galopante en Amazonie. Le poumon vert brésilien représente 5 millions de kilomètres carrés, soit près de 60 % de la superficie du pays, dont 4 millions recouverts de forêts. Le rythme de destruction serait d'environ 20 000 km² par an, selon l'Inpi (institut national de la propriété industrielle), soit 0,5 % de la surface encore en forêt, les principales causes étant l'exploitation de bois, l'élevage et la culture extensive de soja.

Le projet de loi transmis au Parlement prévoit la création de cinq zones de préservation : une réserve écologique et un parc national dans l'Etat du Para, une réserve exploitable uniquement par les communautés indigènes entre les Etats d'Acre et de l'Amazonie, et deux zones de forêts naturelles, en vue d'une exploitation durable dans l'Etat du Roraima. Au total, ce sont 13,5 millions d'hectares qui seront protégés : *« Ce plan, bien que tardif, va dans le bon sens, relève l'économiste. A condition qu'il soit mis en application car beaucoup d'initiatives similaires ne sont jamais sorties des cartons. »*

Cette décision marque la première victoire du ministre de l'Environnement, Marina Silva, face au lobby agricole défendu par le ministre de l'Agriculture, Roberto Rodrigues, et son collègue de l'Industrie et du Commerce extérieur, Luiz Fernando Furlan. Même si Lula avait envoyé des signaux positifs en début de mandat en faisant entrer les écologistes dans son gouvernement, il a par la suite privilégié l'agrobusiness aux dépens du développement durable.

[« Voltar](#)

http://www.ie.ufrj.br/gema/entrevistas/bresil_lula_a_promis_de_reagir.php